



Violences sexuelles en période de guerre. Théories, méthodes et pistes de recherche

Élise Féron

No. 32
2024 - 06

Québec 

Centre d'études
et de recherches
internationales



Université 
de Montréal

Violences sexuelles en période de guerre. Théories, méthodes et pistes de recherche

Élise Féron¹

Résumé

Ces dernières décennies, les violences sexuelles perpétrées en période de guerre ont fait l'objet d'une attention importante de la part du monde des médias, de la politique, de l'action humanitaire et de la recherche. Elles ont été l'objet de multiples initiatives politiques nationales et internationales, telles que des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. Cette attention accrue n'a cependant pas permis de les éradiquer, ou même de générer un mouvement dans cette direction. Ce *Cahier* tente de dresser le tableau des violences sexuelles en période de guerre, et d'évaluer leur importance dans les conflits contemporains en passant en revue leur diversité, leur complexité, mais aussi leur omniprésence lors de conflits violents. Les principales théories relatives aux motifs des perpétrateurs et aux effets de ces violences, au niveau individuel et collectif, sont présentées, ainsi que les approches méthodologiques dominantes, et les défis éthiques qu'elles soulèvent. Enfin, cet essai propose quelques pistes de recherche basées sur le concept d'intersectionnalité et sur une approche non binaire des victimes et des auteur·e·s de ces violences.

Abstract

Over the past decades, wartime sexual violence has attracted significant attention from the media, from political and humanitarian actors, as well as from researchers. It has been the object of numerous national and international political initiatives, such as multiple UN Security Council resolutions. This increased attention, however, has not helped to eradicate them and has even failed to generate movement in that direction. This *Cahier* attempts to present an overview of sexual violence patterns in times of war and to assess their importance in contemporary conflicts by reviewing their diversity, their complexity, but also their omnipresence during violent conflicts. The main theories relating to the perpetrators' motives and the effects of this violence at the individual and collective levels are presented, as well as the dominant methodological approaches and the ethical challenges they raise. Finally, this essay proposes some avenues for research based on the concept of intersectionality, as well as on a non-binary approach in order to challenge the way victims and perpetrators of sexual violence have been framed so far.

Citation

Féron, É. (2024). Violences sexuelles en période de guerre. Théories, méthodes et pistes de recherche. *Cahier du CÉRIUM Working Paper No32*. Centre d'études et de recherches internationales, Université de Montréal.

¹ Tampere Peace Research Institute, Tampere University, Finland.

Introduction

Les violences sexuelles constituent l'une des caractéristiques les plus communes des conflits violents, aujourd'hui comme par le passé. Hérodote, Homère et Tacite décrivaient déjà les viols et mutilations sexuelles commis par les soldats grecs et romains pendant les guerres de la période Antique, et il serait extrêmement difficile de trouver un exemple historique ou contemporain de conflit violent dont les violences sexuelles seraient totalement absentes. Depuis le début de l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022 par exemple, des milliers de cas de viol, de torture sexuelle ou d'esclavage sexuel ont été documentés. Tous les ans, le Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, un bureau du Secrétariat de l'Organisation des Nations unies, publie un rapport sur des cas documentés de violences sexuelles commises dans différentes zones de conflit, témoignant de l'ampleur et de l'omniprésence du phénomène.²

Alors que les médias tendent à se focaliser sur les cas de viols, de mariages forcés et d'esclavage sexuel dont les femmes civiles sont victimes, comme dans le cas du génocide des Yézidi-e-s commis par le groupe armé État islamique dans les années 2010 par exemple (Kaya, 2021), l'omniprésence des violences sexuelles en période de guerre cache en réalité une très grande diversité de types de violences, et de types de victimes ou de perpétrateurs. Les chercheurs, chercheuses et organisations internationales s'appuient donc sur une définition des violences sexuelles (en période de guerre ou non) qui va bien au-delà du viol ou de l'esclavage sexuel, et qui ne présuppose pas le genre ou le statut civil ou militaire des victimes ou des perpétrateurs. L'une des définitions les plus communément utilisées est celle de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) :

« La violence sexuelle se réfère à tout acte sexuel, tentative d'acte sexuel ou tout autre acte exercé par autrui contre la sexualité d'une personne en faisant usage de la force, quelle que soit sa relation avec la victime, dans

² Voir <https://www.un.org/sexualviolenceinconflict/> [accès 7 février 2024]

n'importe quel contexte. Cette définition englobe le viol, défini comme une pénétration par la force physique ou tout autre moyen de coercition de la vulve ou de l'anus, au moyen du pénis, d'autres parties du corps ou d'un objet, les tentatives de viol, les contacts sexuels non consentis et d'autres moyens de coercition sans contact physique ».³

Reconnaître la multiplicité des formes de violences sexuelles, et la diversité des victimes et des perpétrateurs, ne constitue que la première des difficultés auxquelles les chercheurs et chercheuses sont confronté·e·s. D'autres questions importantes se posent, relatives notamment à la place et à la signification des violences sexuelles dans la conduite de la guerre, et aux raisons pour lesquelles ces violences sont perpétrées. Pendant longtemps, les violences sexuelles ont été considérées comme de simples corollaires de la guerre, c'est-à-dire une conséquence largement involontaire d'autres formes de violence militaire ou paramilitaire et du contexte conflictuel, et sans importance stratégique dans le déroulement du conflit (Roptin, 2019). Cependant, depuis le début des années 1990 et les génocides en Bosnie-Herzégovine ou au Rwanda en particulier, les violences sexuelles commises contre les femmes ont fait l'objet d'une attention accrue, et qui reste constante à ce jour, de la part des chercheurs, chercheuses et des décideurs et décideuses politiques (Petchesky, 2005). Mais comment donner leur juste place aux violences sexuelles dans nos analyses des conflits violents ? Quelles conséquences peut avoir le parti pris de rendre centrales les violences sexuelles dans nos conceptions de la guerre, ou au contraire de les minimiser ?

Dresser le tableau des violences sexuelles en période de guerre, et évaluer leur importance dans les conflits contemporains implique tout d'abord de prendre la mesure de leur diversité, de leur complexité, mais aussi de leur omniprésence lors de conflits violents. C'est ce que nous allons tenter de faire dans la première partie de ce *Cahier*. Ensuite, analyser les violences sexuelles perpétrées en période de guerre commande de s'intéresser non seulement aux victimes, aux perpétrateurs

³ Définition fournie sur le site internet de l'OMS : https://www.who.int/fr/health-topics/violence-against-women#tab=tab_1 [accès 7 février 2024]

et à leurs motifs, mais aussi aux effets de ces violences, au niveau individuel et collectif, et à la manière dont elles pourraient être prévenues et punies. Il n'existe, à ce jour, aucun cadre conceptuel qui permettrait de répondre à toutes ces questions simultanément. En fait, comme nous le verrons dans la deuxième partie, les approches théoriques existantes sont plutôt diverses, même si elles sont aussi, dans une certaine mesure, complémentaires. Dans la troisième partie, nous aborderons les difficultés pratiques et éthiques que mener des recherches sur ce sujet soulève, ainsi que les avantages et inconvénients des approches purement quantitatives ou qualitatives. Enfin nous tenterons dans la dernière partie de tirer les leçons des critiques adressées aux approches théoriques actuelles, et de proposer quelques pistes pour que la recherche sur ce sujet continue de progresser.

1. Des violences diverses, des contextes variés

Les recherches existantes ont mis en évidence les multiples formes que peuvent prendre les violences sexuelles en période de guerre. Il ne s'agit pas seulement de viol, d'esclavage sexuel et de mariage forcé, mais aussi de torture sexuelle, de mutilations sexuelles, de nudité forcée, de castration partielle ou totale, de coups portés aux organes génitaux, d'avortement forcé, d'inceste forcé, etc. (pour un aperçu, voir Wood 2006). Selon le contexte, ces violences peuvent être perpétrées en public ou pas, par exemple devant des proches ou d'autres membres de la communauté, et elles peuvent être de nature collective ou pas, impliquant parfois plusieurs perpétrateurs et/ou plusieurs victimes. Ainsi que nombre de publications le soulignent à juste titre, les femmes civiles sont particulièrement susceptibles d'être victimes de ces violences en période de conflit armé (Lacroix and Sabbah, 2007; Vassort, 2007).

Pourtant, les personnes ciblées par ces violences ne sont pas toujours des femmes, puisqu'on estime que dans beaucoup de cas comme dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC) ou en Syrie, au moins un tiers des victimes sont des hommes (Féron, 2018). De même, les femmes combattantes, que ce soit dans des

groupes armés non étatiques ou dans des armées conventionnelles, sont fréquemment victimes de violences sexuelles, souvent commises par des combattant·e·s appartenant à la même organisation (voir par exemple Hérisson, 2015; Marks, 2013). Le pourcentage de victimes appartenant aux minorités sexuelles et de genre est, quant à lui, extrêmement difficile à établir, même si l'on sait que ces minorités sont proportionnellement plus susceptibles que les autres d'être prises pour cible (Hagen, Daigle and Myrntinen, 2021). Il existe aussi des différences dans les types de violences subies, en fonction du genre de la victime. Par exemple, les femmes sont plus fréquemment violées et/ou réduites en esclavage sexuel, et les hommes plus susceptibles de voir leurs capacités reproductives endommagées ou détruites par des coups sur les organes génitaux, ou par une castration partielle ou totale (voir, par exemple, Féron, 2018).

Dans la plupart des cas, les victimes appartiennent à un groupe ethnique, politique ou religieux particulièrement vulnérable, ou se trouvent dans une situation de vulnérabilité accrue en raison de leur lieu d'habitation ou de travail, ou de leur statut socio-économique. Ainsi, les violences sexuelles tendent à refléter la vulnérabilité et les rapports de pouvoir dans une organisation ou une société donnée à un moment donné, et ne prennent sens que dans ce contexte spécifique. C'est aussi ce qui explique l'extrême variabilité des tendances observées, en termes de victimes et d'auteur·e·s, mais aussi de types de violence ou de lieux où les violences sont perpétrées. Par exemple, la torture sexuelle est plus susceptible d'être utilisée dans des contextes de détention souvent contre des prisonniers, mais pas toujours, de sexe masculin (Kivlahan et al. 2024). La fréquence des viols de civil·e·s semble, elle, augmenter dans des situations de conflits dits ethniques, et être directement corrélée à d'autres formes de violences non sexuelles, comme par exemple le vol et le pillage (Meger, 2016).

Les recherches ont également permis d'améliorer considérablement nos connaissances concernant l'identité des perpétrateurs. Par exemple, si la littérature du 20e siècle a mis l'accent sur les violences sexuelles perpétrées par les groupes armés non étatiques, des recherches plus récentes ont démontré l'implication importante des États dans la perpétration de ce type de violences

(voir, par exemple, Cohen and Nordås, 2014 ; Hoover Green, 2018). De la même manière, plusieurs études ont battu en brèche l'idée que les violences sexuelles en zone de guerre seraient perpétrées presque uniquement par des hommes. Ainsi, les femmes peuvent représenter une proportion importante des auteur-e-s de violences, jusqu'à 40 % quand les victimes sont des femmes elles-mêmes (Johnson et al., 2010 ; voir aussi Sjoberg, 2016).

Au-delà de ces variations, les recherches ont démontré l'omniprésence et l'ampleur du phénomène dans tous les types de conflits violents et sur tous les continents, par exemple en Bosnie-Herzégovine (Clark, 2017), en Colombie (Kreft, 2020), au Guatemala (Burt, 2019), en Irlande du Nord (O'Keefe, 2017), en Ouganda (Woldetsadik, 2018), au Pérou (Boesten, 2014), au Soudan du Sud (Esuruku, 2021), au Zimbabwe (Benson and Chadya, 2005) ou encore au Sierra Leone (Koos, 2018). Plus encore, le travail effectué sur des cas historiques a démontré qu'il s'agissait d'un phénomène ancien et persistant. Par exemple, les recherches sur les violences sexuelles perpétrées pendant la Seconde Guerre mondiale ont attiré l'attention sur le cas des violences sexuelles perpétrées pendant la Shoah (Hedgepeth and Saidel, 2010), la guerre d'Espagne (Ripa, 2005) ou celui des femmes « de réconfort », victimes de violences sexuelles dans les territoires occupés par le Japon (Soh, 2020). D'autres cas historiques comme celui de l'Inde coloniale (Heath, 2016), et des violences sexuelles perpétrées par la France en Algérie (Branche, 2002; Quinan, 2014) ont également mis en évidence les liens entre violences sexuelles et violences coloniales (Mama, 2013 ; Mertens, 2024; Smith, 2015). Cependant, dans la plupart des cas, et malgré l'accumulation de preuves empiriques et de témoignages, il reste extrêmement compliqué de comprendre pourquoi certains acteurs violents semblent plus enclins que d'autres à perpétrer des violences sexuelles, ou encore pourquoi la fréquence et l'intensité des violences sexuelles semblent changer au fil d'un conflit donné.

Ces dernières décennies, la lutte contre les violences sexuelles en période de guerre a fait l'objet de multiples résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, de

conférences internationales et de campagnes de sensibilisation, concentrées pour la plupart sur la victimisation des femmes civiles. On peut ainsi citer les résolutions 1820 (2008), 1888 (2009), 1960 (2010), 2106 (2013) et 2467 (2019) adoptées par le Conseil de sécurité des Nations unies, qui se focalisent notamment sur le viol (des femmes civiles) comme « arme de guerre ». Il existe cependant de nombreux problèmes liés à la fois à la manière dont ces résolutions abordent la question des violences sexuelles en période de guerre et à leur mise en œuvre. Par exemple, ces résolutions tendent à négliger l'extrême diversité des expériences individuelles qui sont loin de se résumer à des viols. De plus, ces résolutions ont tendance à s'appuyer sur une division entre femmes cisgenres incarnant les victimes, et hommes cisgenres incarnant les perpétrateurs, reproduisant ainsi certains courants de recherche les plus conservateurs (United Nations, 2013). En parallèle, de nombreuses victimes de ces violences estiment que se focaliser uniquement ou principalement sur le viol ou l'esclavage sexuel déforme leurs expériences de la guerre, en passant sous silence la multiplicité des violences dont ils ou elles sont ou ont été victimes, par exemple celle d'être témoin du massacre de sa famille, de ne pas savoir si un de ses enfants est mort ou vivant, ou d'avoir perdu toutes ses possessions et d'avoir dû fuir son pays (Féron, 2023).

Au cours des dernières décennies, et pour beaucoup d'observateurs, les violences sexuelles (contre les femmes) sont ainsi passées de corollaires à épitomes de la guerre. Malgré cela, l'attention portée aux violences sexuelles en zones de conflit par les chercheurs et chercheuses comme par les décideurs et décideuses politiques n'a pas permis de les éradiquer, ou même de générer un mouvement dans cette direction. Au niveau concret des accords de paix ou des arrangements post-conflit, les dispositions relatives aux violences sexuelles restent l'exception plutôt que la règle. En 2021, UN Women/ONU Femmes (2021) notait par exemple qu'« aucun des accords de cessez-le-feu conclus entre 2018 et 2020 ne comportait de dispositions sur l'égalité des sexes ou l'interdiction des violences sexuelles ». Et lorsque ces dispositions existent, elles ne garantissent pas de changements concrets pour les survivant·e·s, car elles ne permettent pas d'initier les changements structurels et discursifs nécessaires au niveau des communautés

et sociétés auxquelles les victimes appartiennent. Dans la plupart des cas, les dispositions prévues dans les accords de paix se limitent à considérer les actes de violence sexuelle comme des violations du cessez-le-feu – ce qui constitue certes un premier acquis, dans la mesure où jusqu'à une période récente, les violences sexuelles étaient dissociées du reste des hostilités -, ou à encourager la poursuite des cas de violence sexuelle comme crimes de guerre dans le cadre des mécanismes de justice post-conflit (Bell and O'Rourke, 2010). Par ailleurs, dans les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU comme dans la plupart des accords de paix, très peu d'attention est portée aux raisons pour lesquelles les violences sexuelles sont perpétrées, comment les prévenir, ou pourquoi certains groupes sociaux, ethniques, politiques ou religieux sont plus susceptibles d'être ciblés. Le soutien concret à apporter aux survivant-e-s, par exemple en termes de soins médicaux, psychologiques mais aussi d'aide à la réinsertion, est également souvent laissé aux mains des organisations de la société civile, sans aucun contrôle ou coordination nationale ou internationale, ce qui peut entraîner des lacunes.

2. Les principales approches théoriques sur les causes des violences sexuelles en zone de guerre

Contrairement à ce que pourraient laisser penser les discours internationaux qui se focalisent presque uniquement sur la thèse du « viol comme arme de guerre » (Nahoum-Grappe, 2019; Roucayrol, 2020), de multiples explications ont été avancées pour expliquer la perpétration de violences sexuelles en zone de conflit, et elles ne s'accordent pas toutes sur les raisons pour lesquelles le viol et d'autres formes de violences sexuelles sont commis. Pour l'heure, aucun cadre théorique ne semble permettre d'expliquer de manière satisfaisante, et à lui seul, la grande diversité en termes de types de violences sexuelles, de victimes, d'auteur-e-s, mais aussi les variations en termes d'intensité qui peuvent être observées au niveau empirique.

Il est possible de diviser les approches théoriques en deux grandes écoles, dont les perspectives se recoupent parfois et sont souvent complémentaires. La première

regroupe les approches qu'on peut qualifier de culturelles parce qu'elles se focalisent sur les relations de genre, les valeurs et les normes de genre, ainsi que sur les structures patriarcales qui permettent, voire encouragent, la perpétration de violences sexuelles et basées sur le genre. Beaucoup d'auteurs estiment ainsi que les violences sexuelles, qu'elles soient perpétrées en période de guerre ou en temps de paix, sont une conséquence des normes patriarcales qui visent à maintenir la domination des hommes sur les femmes (par exemple, Brownmiller, 1975). D'autres facteurs culturels jouent un rôle important, comme la militarisation des sociétés (Enloe, 2000) ou encore les modèles de masculinité militarisée (Alison, 2007) mettant l'accent sur l'usage de la force physique. Ces valeurs, normes et modèles interagissent avec d'autres facteurs culturels, comme par exemple la religion, le statut socio-économique, la région d'origine ou l'ethnicité, et expliquent pourquoi les membres de certains groupes ethniques, socio-économiques ou religieux sont plus que d'autres susceptibles d'être victimes de violences sexuelles (Weitsman, 2008).

Inger Skjelsbæk (2001) propose de subdiviser les approches appartenant à cette première école en trois courants complémentaires qui se sont développés les uns après les autres depuis les années 1970. Le premier est un courant essentialiste, qui postule que les violences sexuelles en période de guerre sont la conséquence du patriarcat et de la promotion des modèles de masculinité militarisée, et qu'elles constituent donc un aspect essentiel et inéluctable des guerres (voir par exemple Brownmiller, 1975; Seifert, 1993). Le second courant est structuraliste et met l'accent sur les conditions structurelles qui augmentent la vulnérabilité de certains individus, par exemple leur genre, appartenance ethnique, religieuse, leurs opinions politiques ou leur statut socio-économique (Sabuni et al., 2010). Cette littérature examine également les facteurs structurels susceptibles d'expliquer pourquoi certain·e·s combattant·e·s se rendent coupables de violences sexuelles (voir par exemple Lentin, 1997; Wood, 2006). Enfin, le troisième courant est socio-constructiviste et poststructuraliste, et s'intéresse aux conséquences des violences sexuelles sur les identités des victimes comme des auteur·e·s. Ce courant postule que les violences sexuelles renforcent la masculinité des perpétrateurs et

perpétratrices, tout en féminisant les victimes, ce qui contribue à expliquer leur prévalence dans les environnements militarisés, où les performances de genre sont particulièrement importantes, pour les hommes comme pour les femmes (voir par exemple Shepherd, 2008; Sjoberg, 2013). Pour ces trois courants, la notion de « continuums de violence », qui postule l'existence de liens entre différentes formes de violences subies avant, pendant et après les conflits armés, est absolument centrale (Féron and Väyrynen, 2024).

En parallèle et de manière complémentaire, une deuxième école regroupe les approches qu'on peut décrire comme stratégiques ou opportunistes, qui se focalisent sur les motivations des perpétrateurs et perpétratrices. D'un point de vue stratégique, les violences sexuelles peuvent être utilisées par les acteurs des conflits comme une « arme de guerre » afin de démoraliser les populations civiles, les forcer à se soumettre, ou encore « récompenser » les combattants (Wood, 2014). Les violences sexuelles peuvent aussi servir d'instruments de nettoyage ethnique, notamment dans les sociétés patrilinéaires : lorsque l'appartenance à une communauté nationale ou ethnique est déterminée par l'identité du père, le viol des femmes peut en effet être utilisé comme un moyen de « produire » des enfants de « l'autre » groupe ethnique. Ces dynamiques ont notamment été observées en Bosnie-Herzégovine (Takševa, 2015) où les grossesses forcées ont été utilisées comme stratégie de nettoyage ethnique (Carpenter, 2006; Eichert, 2020). Cette explication stratégique des violences sexuelles en période de guerre est particulièrement populaire dans les discours internationaux et les politiques publiques, ainsi qu'en témoigne l'adoption par le Conseil de Sécurité des Nations unies de plusieurs résolutions condamnant l'utilisation des violences sexuelles et en particulier des viols comme arme de guerre, notamment la résolution 1820 adoptée en 2008.

Les approches opportunistes, pour leur part, ne considèrent pas que les violences sexuelles sont nécessairement planifiées dans le cadre d'une stratégie militaire, mais plutôt qu'elles sont commises de manière opportuniste par les participants aux conflits, aux côtés d'autres types de violences comme le pillage ou les activités de contrebande (Gottschall, 2004). Compris de cette manière, les viols et autres

violences sexuelles ne participent pas d'une stratégie délibérée, mais sont rendus possibles par l'affaiblissement, voire la disparition de l'état de droit, des institutions et des normes sociales régulant habituellement ces formes de violence.

Les données empiriques semblent confirmer la complémentarité de toutes ces explications : si les violences sexuelles ont bien parfois été utilisées de manière systématique et stratégique comme lors des génocides au Rwanda, en Bosnie-Herzégovine ou en Syrie, dans d'autres cas elles semblent plutôt être le résultat d'un manque de discipline dans les groupes armés (Leiby, 2009, p. 448), ou encore de divergences entre les instructions données par les élites militaires, et les actions des combattant·e·s de base (Wood, 2006). C'est le cas par exemple des violences sexuelles commises dans l'est de la RDC (Eriksson Baaz and Stern, 2013). De même, explorer les motivations stratégiques ou opportunistes des auteur·e·s n'exclut pas de prendre également en compte l'influence des normes patriarcales ou des modèles de masculinité militarisée. En fait, comprendre l'extrême diversité – et l'évolution – des configurations en termes de types de violence, de victimes et d'auteur·e·s dans chaque cas observé nous oblige à adopter une approche œcuménique et englobante.

L'une des caractéristiques – et limites – de ces différentes approches est que, tout comme les discours médiatiques et politiques, elles tendent à se focaliser principalement, voire uniquement, sur le viol et en particulier le viol des femmes civiles, et à considérer comme secondaires d'autres formes de violences sexuelles, comme les mutilations sexuelles, la castration, la torture sexuelle, et ainsi de suite, y compris et surtout lorsqu'elles sont perpétrées sur des combattant·e·s et sur des personnes d'autres genres que féminin (Grey and Shepherd, 2013). Mais même les études qui se concentrent sur les viols des femmes civiles en zone de guerre peinent à les expliquer par une théorie unique, tant les tendances empiriques observées, par exemple en termes d'auteur·e·s ou de temporalité, sont complexes et parfois contradictoires (Gottschall, 2004). De ce fait, beaucoup de théories portant sur les viols de guerre se focalisent sur leurs fonctions stratégiques et leurs

effets, plutôt que sur les facteurs structurels et culturels pouvant contribuer à cette forme de violence.

La littérature identifie ainsi un effet et un objectif des viols de guerre : d'une part, l'effet des viols de guerre est de créer de la solidarité et de la complicité entre les combattant·e·s, particulièrement efficace lorsque ils ou elles ont été recruté·e·s de force (Alison, 2007, p. 77; Goldstein, 2004, p. 365; Leatherman, 2011, p. 155; Nagel and Doctor, 2020); les perpétrateurs et perpétratrices sont ainsi lié·e·s par le fait d'avoir commis ces actes et brisé des tabous. D'autre part, un grand nombre de publications décrit l'objectif des viols de guerre comme étant d'affaiblir le groupe « ennemi » en prenant pour cible les femmes de ce groupe, alors que les valeurs patriarcales ordonnent aux hommes de ce même groupe de protéger leur pureté et leur « honneur » (MacKenzie, 2010). On peut d'ailleurs ajouter que cet objectif fonctionne aussi quand les cibles des viols sont des hommes, puisque leur « féminisation » par le biais du viol est censée les disqualifier en tant qu'hommes capables de se défendre, et a donc pour conséquence d'affaiblir toute la communauté visée par les violences sexuelles (Zarkov, 2001). Les viols visent ainsi à « démontrer » la faiblesse et l'impotence des hommes de la communauté ennemie, à souiller leur honneur et à les démoraliser, constituant ainsi une « arme de guerre » redoutable (Bordet, 2019).

Cependant, beaucoup de chercheurs et chercheuses critiquent cette thèse populaire de « l'arme de guerre », et pointent ses limites, incohérences et impacts négatifs sur les victimes (voir, parmi beaucoup d'autres, Deiros Bronte, 2020; Kirby, 2012; Moufflet, 2008). Par exemple, Eriksson Baaz et Stern (2013) contrastent les cas des viols de guerre en Bosnie-Herzégovine au début des années 1990, et ceux commis dans l'est de la RDC depuis la même période jusqu'à nos jours. Ces deux cas sont souvent considérés comme « emblématiques » du viol comme arme de guerre, et l'est de la RDC a même été qualifié de « capitale mondiale du viol ». ⁴ Pourtant, comme l'expliquent Eriksson Baaz et Stern, il existe des différences

⁴ L'expression a été utilisée en 2010 par Margot Wallstrom, la représentante spéciale de l'ONU sur les violences sexuelles dans les conflits, après son retour de RDC.

importantes entre les deux cas : dans le premier cas, celui de la Bosnie-Herzégovine, la fréquence des viols de guerre semble être principalement le résultat d'une stratégie planifiée et délibérée, alors que dans le second, celui de la RDC, elle paraît plutôt liée à un manque de discipline dans les rangs des groupes armés. Le fait que les viols de guerre soient nombreux n'est donc pas nécessairement le fait d'une stratégie bien ordonnée.

En outre, il peut être utile de faire la différence entre les motivations des auteur·e·s de viols au niveau individuel, et les stratégies développées par la hiérarchie militaire. Par exemple, dans son étude au niveau micro des viols de guerre pendant la guerre en Bosnie-Herzégovine, Clark (2017) démontre que les motivations telles que la vengeance personnelle, l'humiliation ou les dynamiques de groupe ont joué un rôle central pour expliquer les actes commis au niveau individuel. Ainsi, les auteur·e·s de viols les ont commis pour des raisons qui n'avaient souvent pas grand-chose à voir avec les arguments ou objectifs des élites militaires. L'argument selon lequel le viol est systématiquement ou principalement utilisé comme une « arme de guerre » stratégique ne peut donc pas être considéré comme universellement valable. D'autres auteurs comme Buss (2009) ajoutent que ces explications globalisantes du viol en période de guerre tendent à faire taire, voire à effacer les expériences et récits individuels, et à minimiser l'importance d'autres types de violence survenant pendant les conflits, soulevant ainsi de graves questions éthiques. Mertens (2024) souligne aussi les implications racistes de ce modèle explicatif, généralement appliqué à des situations de conflit dans les pays du Sud, et contribuant à effacer ou ignorer le poids du passé colonial pour expliquer ce type de violence.

Dans l'ensemble, les analyses contemporaines des violences sexuelles en zone de guerre tendent à mettre de plus en plus l'accent sur la complexité de leurs facteurs explicatifs, mais aussi sur les liens entre violences sexuelles en période de guerre et en temps de paix, et entre violences sexuelles et autres types de violences. Ainsi, les violences sexuelles reflètent d'autres types de violences au niveau structurel,

institutionnel, culturel et économique commises avant, pendant et après les conflits. Comme nous le verrons dans la dernière section de ce *Cahier*, cette complexité justifie la nécessité d'intégrer une approche intersectionnelle et de longue durée à l'étude des violences sexuelles en période de guerre. Par ailleurs, la littérature s'intéresse de plus en plus à l'impact psychologique et physique des violences sexuelles sur les survivant·e·s et leurs communautés à la fois dans le court terme et dans le long terme, aux structures de soutien pour les survivant·e·s, et à la manière dont les violences sexuelles sont ou pourraient être punies par la loi. Ainsi, plusieurs études ont souligné les impacts sociaux à long terme des violences sexuelles en période de guerre sur les survivant·e·s, par exemple au Sierra Leone (Koos, 2018), au nord de l'Ouganda, Woldetsadik, 2018) ou au Soudan du Sud (Esuruku, 2021). En sus des souffrances physiques (fistules, infections, maladies sexuellement transmissibles, etc.), les survivant·e·s font souvent face à d'intenses souffrances psychologiques (anxiété, stress post-traumatique, honte, sentiment de culpabilité, etc.) et sociales (rejet, ostracisation, etc.). Les questions de justice pour les survivant·e·s, ainsi que l'impunité fréquente des auteur·e·s font également l'objet d'une attention croissante des chercheurs et chercheuses (voir, par exemple, Aroussi, 2016 ; Schulz and Kreft, 2022).

3. Les principales approches méthodologiques et leurs limites

La diversité paradigmatique décrite dans la section précédente est également liée au fait que les chercheurs et chercheuses s'appuient sur des méthodologies différentes pour collecter les données. Les méthodologies employées varient selon que l'objectif est de se focaliser sur les motivations individuelles ou collectives, sur le long terme ou uniquement sur la période de conflit armé, ou sur un cas précis plutôt que sur des tendances globales. En général, la recherche sur les violences sexuelles en période de guerre utilise des études de cas, en se servant principalement de méthodes de type qualitatif comme des entretiens ou des observations ethnographiques (Sabuni et al., 2010). La plupart de ces études qualitatives se concentrent sur un seul cas, ou comparent deux ou trois cas,

comme la Bosnie-Herzégovine, l'est de la RDC, le Rwanda ou le Sri Lanka. Ces recherches présentent l'avantage de fournir des informations détaillées et approfondies sur chaque cas étudié, mais elles sont rarement généralisables. De plus, elles sont souvent confrontées à d'importantes difficultés relatives à la collecte de données sur le sujet, comme les difficultés d'accès aux survivant·e·s, qui peuvent amener les chercheurs et chercheuses à se concentrer sur les victimes les moins difficiles d'accès mais pas forcément les plus représentatives, par exemple des femmes soutenues par une association, souvent installée dans un grand centre urbain. De plus, la plupart des recherches actuelles se focalisent sur les expériences des victimes, et collectent rarement des données auprès des auteur·e·s (parmi les exceptions notables, voir Eriksson Baaz 2009; Skjelsbæk 2015), ce qui limite notre capacité à comprendre les raisons pour lesquelles ces violences sont perpétrées.

En parallèle, quelques auteurs comme Cohen et Nordås (2014) ou Krüger et Nordås (2020) proposent d'adopter une approche quantitative, en s'appuyant sur des bases de données ou des statistiques compilées par pays ou par région. Il n'est plus question ici de se concentrer sur des cas spécifiques ; il s'agit plutôt d'identifier des tendances générales en termes de types de violences, d'auteur·e·s et de victimes, ainsi que des variations au niveau spatial et temporel. Ces études quantitatives sont particulièrement utiles afin de sensibiliser les acteurs internationaux et d'initier des programmes de lutte, mais elles ne sont pas non plus exemptes de critiques. Par exemple, s'appuyer sur des données agrégées peut s'avérer problématique dans les cas où le niveau de signalement des violences sexuelles est particulièrement faible ou pas toujours fait correctement, notamment lorsqu'il s'agit de certaines catégories de victimes comme les hommes cisgenres ou les minorités de genre et sexuelles. Comme le montre Leiby (2009) dans le cas du Guatemala et du Pérou, le langage et les catégories utilisés pour décrire les violences sexuelles en période de guerre dans les sources officielles ne sont pas toujours précis et tendent à attirer l'attention sur les formes de violence sexuelle les plus répandues, comme le viol. Cela explique que certains types de violences sexuelles en période de guerre et certaines victimes soient négligé·e·s,

comme les hommes cisgenres, dont les expériences ont tendance à être rapportées et codées dans les rapports officiels comme de la torture plutôt que comme des violences sexuelles (Féron, 2020).

D'autres limites importantes – et applicables aux approches qualitatives comme quantitatives – sont liées à la sous-déclaration des cas de violences sexuelles, qui s'explique d'une part par le contexte de conflit violent qui complique l'enregistrement des déclarations, et d'autre part par les tabous relatifs aux violences sexuelles, pour les individus de tous genres. Pour les femmes cisgenres par exemple, admettre être la victime d'un viol peut générer un rejet par la communauté, la famille, le conjoint ou même les enfants. Pour les hommes cisgenres et les minorités sexuelles et de genre, les risques d'ostracisation peuvent s'accompagner d'accusations d'homosexualité, voire de poursuites pénales et de peines de prison dans les cas où les relations sexuelles entre personnes de mêmes sexes sont interdites par la loi (Féron, 2018). La sous-déclaration affecte tout particulièrement les victimes non binaires ou transsexuelles (voir, par exemple, Moore and Barner, 2017; Sivakumaran, 2007). L'enregistrement des cas est également compliqué pour les victimes appartenant à des groupes qui sont vus comme des perpétrateurs dans les discours internationaux, comme les femmes serbes violées pendant la guerre en ex-Yougoslavie (Simić, 2018). Ces contraintes méthodologiques limitent la portée des résultats, et expliquent certaines tendances des recherches actuelles, notamment leur concentration sur le viol des femmes civiles, ou encore leur focalisation sur certains types d'auteur·e·s : le plus souvent, des hommes combattants – alors que l'on sait que les non-combattants constituent une proportion importante des auteur·e·s, et que les femmes commettent elles aussi des violences sexuelles (voir par exemple Sjoberg, 2016). La sous-déclaration des violences sexuelles peut ainsi expliquer qu'elles apparaissent peu nombreuses pour les minorités sexuelles ou de genre, ou au sein des groupes armés, renforçant l'idée que les violences sexuelles en période de guerre concernent presque exclusivement les femmes civiles et cisgenres.

En outre, les organisations et agences non gouvernementales internationales sont plus présentes et comptabilisent plus activement les cas de violences dans les

zones où les violences sexuelles en période de guerre sont répandues ; elles sont également plus susceptibles de se concentrer sur les types de violence sexuelle les plus connus, négligeant ainsi les formes les moins courantes, ainsi que les cas et les régions où la fréquence des violences sexuelles est plus faible. En ce sens, il est clair que des cas « historiques » tels que ceux de l'est de la RDC ou de la Bosnie-Herzégovine ont fondamentalement façonné notre compréhension de la manière dont se produisent les violences sexuelles en période de guerre, et déterminent encore largement la manière dont les décideurs et décideuses politiques ainsi que le grand public comprennent et abordent la question (Deiros Bronte, 2020). Le problème est que ces cas ne sont pas forcément les plus représentatifs en termes de types de violences sexuelles, de victimes ou d'auteur·e·s. Toutes ces difficultés expliquent qu'il soit difficile de quantifier de manière précise les violences sexuelles pendant les conflits armés.

Par ailleurs, les recherches sur les violences sexuelles en période de guerre soulèvent et sont confrontées à de nombreuses questions éthiques relatives à la collecte de données. Parmi celles-ci, on peut citer les risques de re-traumatisation des victimes lors d'entretiens, dans un contexte où peu de chercheurs et chercheuses sont formé·e·s sur ces risques, sur la manière de les minimiser, et de les gérer le cas échéant. Conduire des entretiens avec des survivant·e·s entraîne également un risque accru de stigmatisation pour les victimes, alors que beaucoup n'ont pas révélé leur expérience à leurs proches et/ou aux membres de leur communauté. De plus, les récits, ou les silences, des survivant·e·s ne sont pas toujours faciles à comprendre. Par exemple, comment respecter et interpréter les nombreux silences et tabous qui entourent la perpétration de violences sexuelles ? Ainsi que les recherches féministes l'ont bien montré (voir par exemple Mannergren Selimovic, 2020), le choix des victimes de rester silencieux ou silencieuses peut les aider à récupérer de l'autonomie et du pouvoir sur leurs histoires personnelles ; il peut aussi être lié à des tabous, des risques de représailles et d'ostracisation.

En outre, l'accès à certains types de survivant·e·s particulièrement susceptibles d'être victimes de discrimination et d'ostracisation, comme les minorités sexuelles et de genre, s'avère non seulement compliqué pour les chercheurs et chercheuses, mais aussi extrêmement risqué pour les victimes elles-mêmes. Le fait que les discours politiques, la recherche, mais aussi les interventions auprès des victimes menées par des ONG locales ou internationales se focalisent essentiellement sur les femmes cisgenres, et ne s'intéressent que très peu aux victimes avec d'autres identités de genre, ou qui ont subi d'autres types de violence, peut également avoir des effets pervers. Par exemple, cela peut mener à un phénomène de « commercialisation du viol », poussant les femmes de l'est de la RDC à centrer le viol dans leurs expériences de la guerre. C'est ce qu'expliquent Eriksson Baaz et Stern (2013, p. 99) :

« In the DRC, a singular focus on sexual violence has largely created the framework in which certain forms of social navigation have been enacted. More specifically: a singular focus on sexual violence has shaped a context in which rape (or allegations of rape) becomes increasingly entangled in survival strategies, and in which women are encouraged to represent themselves as survivors of rape. »

Cependant, il est important de souligner que les données à partir desquelles il est possible de mener des recherches sur les violences sexuelles en période de guerre ne se limitent pas aux entretiens avec des victimes. Beaucoup de chercheurs ou chercheuses utilisent des sources juridiques et légales, comme des chefs d'accusation, décisions et témoignages (par exemple, Skjelsbæk, 2015), mais aussi des observations et entretiens menés auprès de responsables d'ONG, d'organisations internationales spécialisées, et de signataires d'accords de paix (par exemple, Aroussi, 2016), des observations lors de conférences internationales sur le sujet (par exemple, Myrntinen and Swaine, 2015), des biographies (par exemple, Bihamba, 2024), et ainsi de suite. Cette grande diversité de sources permet à la recherche de couvrir un nombre important de sujets, au-delà des types de violences sexuelles et de leurs conséquences sur les survivant·e·s, comme par exemple les programmes de soutien aux victimes (Féron, 2017; Schopper, 2014),

les programmes locaux et internationaux de prévention des violences sexuelles (Skjelsbæk, 2013), ou encore la question de l'impunité ou de la condamnation des perpétrateurs (Rousselot, 2018; Schulz and Kreft 2022).

4. Réflexions critiques sur les recherches actuelles

Malgré leur grande diversité théorique et méthodologique, la plupart des approches contemporaines des violences sexuelles en période de guerre ont laissé en suspens une série de questions importantes, par exemple comment le viol (de femmes civiles) est lié à d'autres formes de violences sexuelles et à d'autres victimes, comment les violences sexuelles font partie d'un continuum de violences qui ne sont pas uniquement sexuelles et basées sur le genre, ou encore comment mesurer les conséquences des violences sexuelles quand des hommes cisgenres, des individus non cisgenres ou des femmes combattantes en sont victimes. Par exemple, des recherches récentes ont démontré que les violences sexuelles ne pouvaient être analysées indépendamment des autres types de violences commises en période de guerre, comme les activités de pillage ou de vol (Wood, 2006, p. 322). Il ne s'agit pas ici d'établir une corrélation strictement quantitative puisque, par exemple, le nombre de viols n'est pas nécessairement corrélé au nombre de personnes tuées au cours d'une année donnée (Cohen, 2016 ; Nordås and Cohen, 2021). Mais, comme l'explique Dolan (2010, p. 60), les violences sexuelles en période de guerre sont liées à des facteurs socio-économiques et politiques plus larges, qui génèrent une multitude de violences, dont les violences sexuelles font partie.

La notion de continuums de violence (voir, par exemple, Yadav et Horn, 2021) est particulièrement précieuse pour explorer ces liens, puisqu'elle démontre non seulement l'existence d'une co-construction entre différents types de violences à un moment donné – par exemple, entre des violences de type culturel et symbolique et des violences physiques telles que les violences sexuelles – mais aussi d'un lien entre violences commises avant, pendant et après les conflits armés, notamment en raison de la persistance, voire du renforcement, de certaines

idéologies, valeurs ou croyances qui les nourrissent, comme les normes patriarcales. En ce sens, il paraît particulièrement pertinent d'encourager les études menées sur la longue durée, englobant si possible les périodes précédant et suivant le conflit violent, et adoptant une grille de lecture trans- et intergénérationnelle.

En dépit des liens existant entre violences sexuelles et autres types de violences, certain·e·s chercheurs et chercheuses considèrent que les violences sexuelles en période de guerre sont distinctes d'un point de vue qualitatif, y compris d'autres formes de violences basées sur le genre (Benson and Gizelis, 2020), et qu'elles devraient être traitées et analysées séparément. Cependant, exagérer cette distinction peut avoir des conséquences problématiques car elle peut conduire à la fétichisation des violences sexuelles, et à présupposer leur centralité dans l'expérience des survivant·e·s (Eriksson Baaz and Stern, 2013). Or, si certain·e·s survivant·e·s « auraient préféré mourir » que d'être victimes de ces violences (Murphy, 2013), pour d'autres ces violences s'insèrent dans une ou des séquences prolongées et complexes de brutalisation, et sont loin de constituer « le pire » de leur expérience de la guerre (Féron, 2023). Se concentrer principalement sur les violences sexuelles peut ainsi amener chercheurs, chercheuses, décideurs et décideuses politiques à passer sous silence, voire à ignorer complètement, les autres formes de brutalisation dont les survivant·e·s ont été victimes et qu'ils ou elles pourraient considérer comme plus graves (Féron, 2020). Or, lutter contre les violences épistémiques rampantes dans les sciences sociales comme dans les politiques publiques commande de centrer le ressenti des survivant·e·s, sans préconception (Spivak, 1988). Il est aussi important de souligner que lorsque les survivant·e·s sont capables de comprendre leur expérience de violence sexuelle au travers du prisme d'autres types de discrimination et de violence auxquels ils ou elles ont été confronté·e·s, comme dans le cas d'opposant·e·s politiques victimes de torture sexuelle en raison de leurs opinions ou de leur militantisme, cela augmente leurs chances de récupération (Féron, 2018, p.124). En d'autres termes, souligner les liens entre les violences sexuelles et d'autres formes de

violence peut ouvrir des espaces de résilience et de résistance pour les survivant·e·s.

De plus, et de manière sans doute un peu paradoxale, mettre l'accent sur l'exceptionnalité et/ou l'importance des violences sexuelles en période de guerre tend à reproduire un script patriarcal selon lequel les violences sexuelles, et en particulier le viol, sont toujours et nécessairement les violences les plus déshonorantes et les plus condamnables dont les femmes (et les hommes) puissent être victimes. Par exemple, l'une des conséquences de l'accent mis sur les violences sexuelles (contre les femmes), parmi toutes les formes potentielles de violence, est ce que l'on pourrait appeler la « biologisation » des femmes, c'est-à-dire l'hypothèse selon laquelle ce qui est le plus important pour les femmes, ce sont leurs capacités reproductives et leur santé sexuelle. Cette représentation incroyablement patriarcale et hétéronormative tend aussi à obscurcir les multiples autres discriminations dont les femmes sont victimes, et à passer sous silence les aspects politiques de leurs expériences des conflits armés. Or, lorsque les survivant·e·s parviennent à renverser le stigma, en exposant les violences sexuelles pour ce qu'elles sont – des actes qui sont d'autant plus déshonorants que nous croyons en leur caractère performatif – des espaces de résilience et de résistance peuvent s'ouvrir. Il importe ainsi de faire preuve de prudence quant au statut que nous donnons à ces violences dans nos représentations de la guerre, parce qu'elles peuvent limiter notre capacité à les comprendre et à mesurer leurs conséquences pour leurs victimes.

Par ailleurs, Eriksson Baaz et Stern (2018) attirent notre attention sur le « curieux effacement » du caractère sexuel de ces violences dans les principaux cadres d'analyse contemporains. En effet, les violences sexuelles en période de guerre sont souvent comprises comme étant liées à des enjeux de pouvoir, de culture, ou de stratégie, et non de sexe, de sexualité, ou de désir. Cet effacement, affirment Eriksson Baaz et Stern, conduit à une reproduction des distinctions entre guerre et paix, et entre violence et sexe, distinctions que les recherches féministes sur la paix remettent en question depuis longtemps.

Un autre problème concerne la capacité des modèles théoriques existants pour expliquer l'occurrence, et l'impact, des violences sexuelles en période de guerre sur les hommes cisgenres et sur les minorités sexuelles et de genre. Les conséquences de ces violences sont-elles les mêmes pour toutes les victimes ? Comment adapter les dispositifs d'aide à la diversité des victimes ? Dans cette perspective, il est important de remettre en cause les oppositions binaires sur lesquelles beaucoup de discours concernant les violences sexuelles en période de guerre sont fondés, et notamment l'opposition entre femmes-victimes et hommes-perpétrateurs. Cela est d'autant plus urgent que cette opposition binaire perpétue certains discours et modèles patriarcaux qui mettent l'accent sur la vulnérabilité et la faiblesse des femmes, et soulignent la force supérieure et la quasi-invulnérabilité des hommes. Ainsi, présupposer que les victimes des violences sexuelles en période de guerre sont toujours des femmes a des conséquences néfastes pour toutes les victimes, quelle que soit leur identité de genre : d'abord pour les victimes femmes et cisgenres, parce qu'un tel présupposé réaffirme et renforce un scénario patriarcal associant les femmes à la vulnérabilité et à un besoin de protection ; ensuite, pour les victimes hommes et cisgenres, dont beaucoup (mais pas tous, voir Touquet et al., 2020) estiment que les violences sexuelles constituent une attaque contre leur masculinité, notamment en raison des représentations associant victimes et femmes ; et enfin, pour les minorités de genre, dont le sort est la plupart du temps ignoré, alors qu'elles constituent proportionnellement le groupe le plus susceptible d'être victime de violences sexuelles en période de guerre (Hagen, Daigle, and Myrntinen, 2021).

Les représentations binaires femmes-victimes / hommes-perpétrateurs ont également tendance à enraciner l'hétéronormativité dans l'étude des violences sexuelles en période de guerre, en présupposant que ces violences sont de nature hétérosexuelle, ce qui est loin d'être toujours le cas puisque, dans l'est de la RDC par exemple, 90% des auteur·e·s de violences sexuelles contre des hommes sont des hommes, et 40% des auteur·e·s de violences sexuelles contre des femmes sont des femmes (Johnson et al., 2010). Ces représentations peuvent également

conduire à surestimer l'effet « d'homosexualisation » des violences sexuelles sur les hommes qui en sont victimes, puisque les hommes victimes de violences sexuelles sont traditionnellement considérés comme « moins masculins » ou « plus efféminés » que leurs auteur·e·s (Eichert, 2019 ; Touquet et al., 2020).

De manière plus générale, et au-delà de l'attention qui doit être portée aux victimes autres que femmes et cisgenres, il est important de reconnaître que les auteur·e·s peuvent appartenir à différents groupes. Les recherches récentes ont ainsi permis de réfuter l'idée selon laquelle les violences sexuelles en période de guerre seraient presque exclusivement perpétrées par des combattants (de sexe masculin) appartenant à des groupes armés non étatiques, alors qu'en réalité, des soldats des armées conventionnelles, des femmes combattantes, des casques bleus (Freedman, 2018), mais aussi des non-combattant·e·s participent de manière significative à ces formes de violence (Peterman et al., 2011 ; Stark and Ager, 2011).

Une autre solution pour affiner notre compréhension des violences sexuelles en période de guerre, et en particulier des facteurs qui augmentent la vulnérabilité de certains individus ou groupes est de poursuivre l'utilisation d'une approche intersectionnelle. Le concept d'intersectionnalité, développé par la féministe Kimberlé Crenshaw, permet d'expliquer comment les inégalités sont produites et renforcées, y compris et au-delà des différences de genre, en examinant des facteurs tels que la classe sociale, la race ou l'origine ethnique, la religion, l'âge, l'orientation sexuelle, etc. (Crenshaw, 1991). Appliquée à l'étude des violences sexuelles en période de guerre, une analyse intersectionnelle permet d'expliquer en détail quels facteurs, en relation avec le genre, contribuent à la vulnérabilité de certains groupes, en fonction du contexte mais aussi de la phase ou de la durée du conflit.

Cependant, jusqu'à présent, les analyses intersectionnelles demeurent rares, à l'exception des travaux qui se penchent sur l'intersection entre le genre et

l'ethnicité, et qui explorent l'idée que le viol et les autres violences sexuelles en période de guerre peuvent être utilisés comme outils de nettoyage ethnique (Hadzimesic, 2018). Certains travaux de recherche ont aussi exploré l'intersection entre genre et religion pour comprendre certains types de violence sexuelle (Močnik, 2014). Ces analyses sont importantes, mais trop peu nombreuses, et l'influence d'autres facteurs identitaires, tels que l'âge, la classe sociale, l'orientation sexuelle, etc., sont rarement examinés de près et de manière comparative. Une telle analyse intersectionnelle serait nécessaire pour trois raisons principales : d'abord, parce que les violences sexuelles en période de guerre ne sont généralement pas aléatoires, mais sont connectées à des divisions sociales, économiques, culturelles, politiques et autres ; en ce sens, une analyse intersectionnelle plus systématique nous aiderait à mieux comprendre les relations entre la perpétration de violences sexuelles et les clivages sociétaux plus larges, à un moment donné et dans un espace donné. Ensuite, l'adoption d'une approche intersectionnelle aiderait les décideurs et décideuses politiques à développer de meilleures stratégies de prévention, qui cibleraient les causes profondes des violences sexuelles en période de guerre et amélioreraient la protection des groupes les plus vulnérables, en fonction du contexte. Enfin, de tels enseignements seraient précieux pour mettre en place des structures et programmes de soutien aux victimes plus adaptés à leurs besoins spécifiques. Cet objectif est d'autant plus important que la capacité des survivant·e·s à se rétablir est souvent entravée par le fait qu'ils ou elles ont tendance à appartenir à des catégories vulnérables de la population, soit en raison de leur identité de genre, de leur orientation sexuelle, de leur âge, de leur classe sociale, de leurs opinions politiques, de leur religion ou de leur statut social, ou d'une combinaison de ces différents facteurs. Éclairer les liens complexes qui existent entre les violences sexuelles en période de guerre, les expériences plus larges de la guerre et les rapports sociaux de pouvoir constitue donc une tâche majeure, quoique sans aucun doute difficile, pour les chercheurs, chercheuses tout comme pour les praticiens et praticiennes.

Conclusion

Si les violences sexuelles ont toujours été présentes lors des conflits violents, ce n'est que relativement récemment qu'elles ont véritablement attiré l'attention des décideurs et décideuses politiques, des organisations humanitaires et des chercheurs et chercheuses. Elles ne sont plus aujourd'hui considérées comme des « corollaires de la guerre », mais sont au contraire comprises comme faisant partie intégrante des dynamiques conflictuelles. Leurs conséquences sur les individus et communautés affectés sont souvent incommensurables, impliquant des traumatismes persistants non seulement pour les victimes, mais aussi pour leurs proches, et leurs descendants. Le fait que ce sont souvent les individus et les communautés les plus vulnérables qui sont les plus affectés par ces violences suggère à quel point surmonter leurs conséquences peut être compliqué : ces violences sont en effet susceptibles d'avoir été précédées, accompagnées et suivies d'autres violences, pour des victimes qui n'ont que rarement accès à des structures de soin médical, et de soutien psychologique.

Les violences sexuelles en période de guerre génèrent donc, à juste titre, de fortes émotions et mobilisations au niveau politique et médiatique. Pour les chercheurs et chercheuses, il est essentiel de continuer à étudier et à dénoncer les mécanismes qui sous-tendent ces violences afin de mieux les comprendre, et de permettre la mise en place de stratégies efficaces de lutte, ainsi que de soutien pour les victimes. En parallèle, il appartient également à la recherche d'explorer de façon critique les discours qui placent ces violences au centre de l'expérience que les femmes civiles font des guerres, voire la symbolisent. Ignorer l'importance et l'effet dévastateur des violences sexuelles sur leurs victimes offre une vision tout aussi partielle du vécu de la guerre des victimes, que de considérer que ces violences résument nécessairement, et à elles seules, l'expérience que les civil·e·s en particulier de sexe féminin font de la guerre. Le fait que ces violences affectent aussi en grand nombre des hommes civils, des combattant·e·s, ainsi que des personnes non binaires, signale certains problèmes sous-jacents dans ces représentations.

De la même manière, l'une des tâches majeures des chercheurs et chercheuses féministes est de dénoncer la dépolitisation de l'expérience que les femmes font des violences sexuelles, ainsi que la tendance à les représenter comme manquant d'agentivité et de capacité d'action et de résilience. Comme souvent, Cynthia Enloe (2014), qui dénonçait l'effet infantilisant de l'amalgame « womenandchildren » dans les politiques et discours internationaux sur les conflits armés, nous offre d'intéressantes pistes de réflexion. Par exemple, une telle approche nous invite à réfléchir à l'impact que des représentations similaires peuvent avoir sur les programmes d'aide aux victimes de violences sexuelles, qu'elles soient des femmes cisgenres civiles ou combattantes, des hommes cisgenres civils ou combattants, ou des membres de minorités sexuelles et de genre, civil·e·s ou combattant·e·s.

Références

Alison, M. (2007) 'Wartime sexual violence: Women's human rights and questions of masculinity', *Review of International Studies*, 33: 75–90.

Aroussi, S. (2016) "'Women, peace and security": Addressing accountability for wartime sexual violence', In N. Pratt and S. Richter-Devroe (eds.), *Gender, governance and international security*, London and New York: Routledge, 88–105.

Bell, C., and O'Rourke, C. (2010) 'Peace agreements or pieces of paper? The impact of UNSC resolution 1325 on peace processes and their agreements', *International and Comparative Law Quarterly*, 59: 941–980.

Benson, K., and Chadya, J. M. (2005) 'Ukubhinya: Gender and sexual violence in Bulawayo, colonial Zimbabwe, 1946–1956', *Journal of Southern African Studies*, 31, no. 3: 587–610.

Benson, M., and Gizelis, T. I. (2020) 'A gendered imperative: Does sexual violence attract UN attention in civil wars?', *Journal of Conflict Resolution*, 64, no. 1: 167–198.

Bihamba, J. M. (2024) *Femme debout face à guerre*, La Tour d'Aigues: Éditions de l'Aube.

Boesten, J. (2014) *Sexual violence during war and peace: Gender, power, and post-conflict justice in Peru*, Cham: Springer.

Bordet, C. (2019) 'La violence sexuelle n'a pas de genre', *Mémoires*, 75, no. 2: 14–15.

Branche, R. (2002) 'Des viols pendant la guerre d'Algérie', *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, 75, no. 3: 123–132.

Brownmiller, S. (1975) *Against our will: Men, women, rape*, New York: Ballantine Books.

Burt, J. M. (2019) 'Gender justice in post-conflict Guatemala: The Sepur Zarco sexual violence and sexual slavery trial', *SSRN*, 3444514.

Buss, D. E. (2009) 'Rethinking "rape as a weapon of war"', *Feminist Legal Studies*, 17: 145–163.

Carpenter, R. C. (2006) 'Recognizing gender-based violence against civilian men and boys in conflict situations', *Security Dialogue*, 37, no. 1: 83–103.

Clark, J. N. (2017) 'Untangling rape causation and the importance of the micro level: Elucidating the use of mass rape during the Bosnian War', *Ethnopolitics*, 16, no. 4: 388–410.

Cohen, D. K., and Nordås, R. (2014) 'Sexual violence in armed conflict: Introducing the SVAC dataset, 1989–2009', *Journal of Peace Research*, 51, no. 3: 418–428.

Cohen, D. K. (2016). *Rape During Civil War*, Ithaca, NY: Cornell University Press.

Crenshaw, K. (1991) 'Mapping the margins: Intersectionality, identity politics, and violence against women of color', *Stanford Law Review*, 43, no. 6: 1241–1299.

Deiros Bronte, T. (2020) 'Les violences sexuelles au Congo : Le stéréotype de « l'arme de guerre » et ses dangereuses conséquences', *Document Cadre IEEE*, 01.

Dolan, C. (2010) 'War is not yet over: Community perceptions of sexual violence and its underpinnings in eastern DRC', *International Alert*, November.

Eichert, D. (2019) 'Homosexualization revisited: An audience-focused theorization of wartime male sexual violence', *International Feminist Journal of Politics*, 21, no. 3: 409–433.

Eichert, D. (2020) 'Expanding the gender of genocidal sexual violence: Toward the inclusion of men, transgender women, and people outside the binary', *University of California, Los Angeles Journal of International Law and Foreign Affairs*, 25: 157–201.

Enloe, C. (2000) *Maneuvers: The International Politics of Militarising Women's Lives*, Berkeley and Los Angeles: University of California Press.

Enloe, C. (2014) *Bananas, beaches and bases: Making feminist sense of international politics*, Los Angeles: University of California Press.

Eriksson Baaz, M. (2009) 'Why Do Soldiers Rape? Masculinity, Violence, and Sexuality in the Armed Forces in the Congo (DRC)', *International Studies Quarterly*, 53: 495–518.

Eriksson Baaz, M., and Stern, M. (2013) *Sexual violence as a weapon of war? Perceptions, prescriptions, problems in the Congo and beyond*, London: Zed Books.

Eriksson Baaz, M., and Stern, M. (2018) 'Curious erasures: the sexual in wartime sexual violence', *International Feminist Journal of Politics*, 20, no. 3: 295–314.

Esuruku, R. S. (2021) 'Ethnically-Charged Wartime Sexual Violence: The Agony of the South Sudanese Refugees in Uganda', In U. O. Spring and H. G. Brauch (eds.), *Decolonising Conflicts, Security, Peace, Gender, Environment and Development in the Anthropocene*, Cham: Springer, 411-432.

Féron, É. (2017) 'Support Programs for Male Survivors of Conflict-Related Sexual Violence', In R. Anderson (ed.), *Alleviating World Suffering, The Challenge of Negative Quality of Life*, New York: Springer, 335-347.

Féron, É. (2018) *Wartime Sexual Violence Against Men. Masculinities and Power in Conflict Zones*, Lanham: Rowman and Littlefield.

Féron, É. (2020) 'When Is It Torture? When Is It Rape? Discourses on Wartime Sexual Violence', In C. C. Confortini and T. Vaitinen (eds.), *Gender Global Health and Violence: Feminist Perspectives on Peace and Disease*, Lanham: Rowman & Littlefield, 159-178.

Féron, É. (2023) "Conflict memories and sexual and gender-based violence." In E. Sangar, V. Rosoux, A. Bazin and E. Hébert (eds.), *Memory Fragmentation from Below and Beyond the State: Uses of the Past in Conflict and Post-Conflict Settings*, London: Routledge, 47-60.

Féron, É. and Väyrynen, T. (2024) *Feminist Peace Research. An Introduction*, London and New York: Routledge.

Freedman, R. (2018) 'UNaccountable: a new approach to peacekeepers and sexual abuse', *European Journal of International Law*, 29, no. 3: 961-985.

Goldstein, J. S. (2004) *War and Gender. How Gender Shapes the War System and Vice Versa*, Cambridge: Cambridge University Press.

Gottschall, J. (2004) 'Explaining wartime rape', *The Journal of Sex Research*, 41, no. 2: 129-136.

Grey, R., and Shepherd, L. J. (2013) "'Stop rape now?" Masculinity, responsibility, and conflict-related sexual violence', *Men and Masculinities*, 16, no. 1: 115-135.

Hadzimesic, L. (2018) 'Consequences of Conflict- Related Sexual Violence on Post-Conflict Society: Case Study of Reparations in Bosnia and Herzegovina', in F. Ní Aoláin, N. Cahn, D. F. Haynes and N. Valji (eds.), *The Oxford Handbook of Gender and Conflict*, Oxford: Oxford University Press, 508-520.

Hagen, J. J., Daigle, M., and Myrtilinen, H. (2021) 'Sexual orientation and gender identity or expression (SOGIE) in violent conflict and peacebuilding', In T. Väyrynen, S. Parashar, É. Féron, and C. C. Confortini (eds.), *Routledge Handbook of Feminist Peace Research*, London and New York: Routledge, 304-312.

Heath, D. (2016) 'Torture, the state, and sexual violence against men in colonial India', *Radical History Review*, 126: 122-133.

Hedgepeth, S. M., and Saidel, R. G. (eds.) (2010) *Sexual violence against Jewish women during the Holocaust*, Lebanon, New Hampshire: UPNE.

Hérisson, A. (2015) 'La violence faite aux femmes des armées', *Inflexions*, 3: 159-168.

Hoover Green, A. (2018) *The Commander's Dilemma: Violence and Restraint in Wartime*, Ithaca, NY: Cornell University Press.

Johnson, K., et al. (2010) 'Association of Sexual Violence and Human Rights Violations with Physical and Mental Health in Territories of the Eastern Democratic Republic of the Congo', *JAMA*, 304, no. 5: 553-62.

Kaya, Z. (2021). 'Les yézidi-es d'Irak et Daech: violence sexuelle en période de guerre', *Alternatives Sud*, 28, no. 3: 5.

Kirby, P. (2012) 'How is rape a weapon of war? Feminist International Relations, modes of critical explanation and the study of wartime sexual violence', *European Journal of International Relations*, 19, no. 4: 797-821.

Kivlahan, C., AlSharif, M., Elliott, I., Pereira, A.G., Hallak, Z., Yonso, R., Odaimi, A., AlHafez, N. and Aswad, M. (2024) 'Long-term physical and psychological symptoms in Syrian men subjected to detention, conflict-related sexual violence and torture: cohort study of self-reported symptom evolution', *EClinicalMedicine*, 67.

Koos, C. (2018) 'Decay or resilience?: The long-term social consequences of conflict-related sexual violence in Sierra Leone', *World Politics*, 70, no. 2: 194-238.

Kreft, A. K. (2020) 'Civil society perspectives on sexual violence in conflict: patriarchy and war strategy in Colombia', *International Affairs*, 96, no. 2: 457-478.

Krüger, J, and Nordås, R. (2020) 'A latent variable approach to measuring wartime sexual violence', *Journal of Peace Research*, 57, no. 6: 728-739.

Lacroix, M., and Sabbah, C. (2007) 'La violence sexuelle contre les femmes dans les pays en guerre et vivant des conflits ethniques: défis pour la pratique', *Reflets, Revue ontarioise d'intervention sociale et communautaire*, 13, no. 1: 18-40.

Leatherman, J. (2011) *Sexual Violence and Armed Conflict*, Cambridge: Polity Press.

Leiby, M. L. (2009) 'Wartime Sexual Violence in Guatemala and Peru', *International Studies Quarterly*, 53, no. 2: 445-68.

Lentin, R. (1997) 'Introduction: (En)Gendering Genocides', In L. Ronit (ed.), *Gender and Catastrophe*, London: Zed Books, 2-17.

MacKenzie, M. (2010) 'Securitizing Sex? Towards a Theory of the Utility of Wartime Sexual Violence', *International Feminist Journal of Politics*, 12, no. 2: 202-21.

Mama, A. (2013) 'Sheroes and Villains: Conceptualizing Colonial and Contemporary Violence Against Women in Africa', In M. J. Alexander and C.T. Mohanty (eds.), *Feminist genealogies, colonial legacies, democratic futures*, London and New York: Routledge, 46-62.

Mannergren Selimovic, J. (2020) 'Gendered silences in post-conflict societies: a typology', *Peacebuilding*, 8, no. 1: 1-15.

Marks, Z. (2013) 'Sexual violence inside rebellion: Policies and perspectives of the Revolutionary United Front of Sierra Leone', *Civil Wars*, 15, no. 3: 359-379.

Meger, S. (2016) *Rape Loot Pillage. The Political Economy of Sexual Violence in Armed Conflict*, Oxford: Oxford University Press.

Mertens, C. (2024) 'The Weapon of Sexual Violence and its Discontents.' *The Abusable Past*, 21 février. <https://abusablepast.org/the-weapon-of-sexual-violence-and-its-discontents/> [accès 23 février 2024]

Močnik, N. (2014) 'Religious symbolism and mythology in sexual violence and rape during the Balkan conflict, 1992–1995', In G. Ognjenovic, and J. Jozelic (eds.), *Politicization of religion, the power of symbolism: The case of former Yugoslavia and its successor states*, New York: Palgrave Macmillan US, 45-66.

Moore, M. W., and Barner J. R. (2017) 'Sexual minorities in conflict zones: a review of the literature', *Aggression and violent behavior*, 35: 33-37.

Moufflet, V. (2008) 'Le paradigme du viol comme arme de guerre à l'est de la République démocratique du Congo', *Afrique Contemporaine*, 227, no. 3: 119-133.

Murphy, K. (2013) *I Had Rather Die: Rape in the Civil War*, Afton, VA: Coachlight Press.

Myrntinen, H. and Swaine, A. (2015) 'Monster Myths, Selfies and Grand Declarations: A Conversation on the Global Summit to End Sexual Violence in Conflict', *International Feminist Journal of Politics*, 17, no. 3: 496-502.

Nagel, R. U., and Doctor, A. C. (2020) 'Conflict-related sexual violence and rebel group fragmentation', *Journal of Conflict Resolution*, 64, no. 7-8: 1226-1253.

Nahoum-Grappe, V. (2019) 'La culture contemporaine du viol. Mise en scène, signe de domination, arme en temps de guerre', *Communications*, 104, no. 1: 161-177.

O'Keefe, T. (2017) 'Policing unruly women: The state and sexual violence during the Northern Irish Troubles', *Women's Studies International Forum*, 62: 69-77.

Petchesky, R. P. (2005) 'Droits du corps et perversions de la guerre : droits et violences sexuels dix ans après Beijing', *Revue Internationale des Sciences Sociales*, 184, no. 2 : 329-348.

Peterman, A., Palermo, T., and Bredenkamp, C. (2011) 'Estimates and determinants of sexual violence against women in the Democratic Republic of Congo', *American Journal of Public Health*, 101, no. 6: 1060–1067.

Quinan, C. (2014) 'Uses and Abuses of Gender and Nationality: Torture and the French-Algerian War', In S. Ponzanesi (ed.), *Gender, Globalization, and Violence*, London and New York: Routledge, pp. 123-137.

Ripa, Y. 'Purifier et soumettre. La violence sexuelle contre les républicaines durant la guerre d'Espagne', *Pandora: revue d'études hispaniques*, 5: 113-118.

Roopin, J. (2019) 'Des viols de guerre à la violence sexuelle comme terreur', *Mémoires*, 2, no. 75: 5-7.

Roucaïrol, A-M. (2020) 'Du viol comme arme de guerre', *La Pensée*, 404, no. 4: 80-92.

Rousselot, P. (2018) 'Le viol de guerre, la guerre du viol', *Inflexions*, 38, no. 2: 23-35.

Sabuni, L. P., Roy, B., Lindsay, J. and Lessard, G. (2010) 'Violence sexuelle en période de guerre: une revue des études empiriques', *African Population Studies*, 24, 1-2: 130-148.

Schopper, D. (2014) 'Responding to the needs of survivors of sexual violence: Do we know what works?', *International review of the Red Cross*, 96, no. 894: 585-600.

Schulz, P., and Kreft, A. K. (2022) 'Accountability for Conflict-Related Sexual Violence', In *Oxford Research Encyclopedia of International Studies*.

Seifert, R. (1993) 'War and Rape: A Preliminary Analysis', In A. Stiglmeier (ed.), *Mass Rape: The War Against Women in Bosnia-Herzegovina*, Lincoln and London: University of Nebraska Press, 54-72.

Shepherd, L. (2008) *Gender, Violence and Security: Discourse as Practice*, New York: Zed Books.

Simić, O. (2018) *Silenced victims of wartime sexual violence*, London and New York: Routledge.

Sivakumaran, S. (2007) 'Sexual Violence against Men in Armed Conflict', *European Journal of International Law*, 18, no. 2: 253–76.

Sjoberg, L. (2013) *Gendering Global Conflict, Toward a Feminist Theory of War*, New York: Columbia University Press.

Sjoberg, L. (2016) *Women as Wartime Rapists*, New York: New York University Press.

Skjelsbæk, I. (2001) 'Sexual Violence and War: Mapping Out a Complex Relationship', *European Journal of International Relations*, 7, no. 2: 211-37.

Skjelsbæk, I. (2013). 'Preventing Perpetrators. How to Go from Protection to Prevention of Sexual Violence in War?', Oslo: PRIO, Policy Brief, 03.

Skjelsbæk, I. (2015) 'The Military Perpetrator. A Narrative Analysis of Sentencing Judgments on Sexual Violence Offenders at the International Criminal Tribunal for the Former Yugoslavia (ICTY)', *Journal of Social and Political Psychology*, 3, no. 1. doi:10.5964/jspp.v3i1.273.

Smith, A. (2015) *Conquest: sexual violence and American Indian genocide*, Durham, NC: Duke University Press.

Soh, C. S. (2020) *The comfort women: Sexual violence and postcolonial memory in Korea and Japan*, Chicago: University of Chicago Press.

Spivak, G. C.. (1988) 'Can the subaltern speak?', In C. Nelson and L. Grossberg (eds), *Marxism and the interpretation of culture*, Chicago: University of Illinois Press, 271–313.

Stark, L., and Ager, A. (2011) 'A systematic review of prevalence studies of gender-based violence in complex emergencies', *Trauma, Violence, and Abuse*, 12 no. 3: 127–134.

Takševa, T. (2015) 'Genocidal rape, enforced impregnation, and the discourse of Serbian National Identity', *CLCWeb: Comparative Literature and Culture*, 17, no. 3: 2.

Touquet, H., Chynoweth, S., Martin, S., Reis, C., Myrntinen, H., Schulz, P., Turner, L. and Duriesmith, D. (2020) 'From "It Rarely Happens" to "It's Worse for Men": Dispelling Misconceptions about Sexual Violence against Men and Boys in Conflict and Displacement', *Journal of Humanitarian Affairs*, 2, no. 3: 25-34.

United Nations (2013) 'Report of Workshop on Sexual Violence against Men and Boys in Conflict Situations', New York: United Nations, Special Representative of the Secretary General on Sexual Violence in Conflict, July 25–26.

UN Women (2021) 'Facts and Figures. Women, Peace and Security'. Available at: <https://www.unwomen.org/en/what-we-do/peace-and-security/facts-and-figures#notes> [accès: 7 février 2024].

Vassort, P. (2007) 'Violences de sexe. Seigneurs de guerre et saigneurs de vagin', *Illusio*, 4/5: 269-301.

Weitsman, P. A. (2008) 'The politics of identity and sexual violence: A review of Bosnia and Rwanda', *Human Rights Quarterly*, 30, no. 3: 561-578.

Woldetsadik, M. A. (2018) *Long-term Effects of Wartime Sexual Violence on Women and Families. The Case of Northern Uganda*. Santa Monica: The Pardee RAND Graduate School.

Wood, E. J. (2006) 'The Ethical Challenges of Field Research in Conflict Zones', *Qualitative Sociology*, 29, no. 3: 373-86.

Wood, E. J. (2014) 'Conflict-related sexual violence and the policy implications of recent research', *International Review of the Red Cross*, 96, no. 894: 457-478.

Yadav, P., and Horn, D. (2021) 'Continuums of violence: feminist peace research and gender-based violence', In T. Väyrynen, S. Parashar, É. Féron, and C. C. Confortini (eds.), *Routledge Handbook of Feminist Peace Research*. London and New York: Routledge, 105-114.

Zarkov, D. (2001) 'The body of the other man: Sexual violence and the construction of masculinity, sexuality and ethnicity in Croatian media', In C.O.N. Moser and F.C. Clark (eds.), *Victims, Perpetrators or Actors? Gender, Armed Conflict, and Political Violence*, London: Zed Books, 69-82.